

Sommes-nous en train de perdre notre justice de proximité?

La centralisation des contentieux de l'insolvabilité à Liège provoque l'ire des bâtonniers. La justice de proximité se perd.

«Les usagers sont-ils au cœur de la modernisation de la justice?», c'est la question soulevée par l'avocat Pierre Henry, bâtonnier de l'ordre pour le barreau de Verviers.

Au cœur du problème, «une politique managériale de concentration de la Justice» imposée par «le Gouvernement» avec la crainte de perdre une Justice à taille humaine, proche des justiciables et, donc, des citoyens. «On veut réduire le budget de la Justice de 20% alors qu'en France ce budget est augmenté pour améliorer les conditions économiques de la Justice. Ce sont des décisions qui sont préjudiciables aux citoyens. Fermer ou déplacer des juridictions n'est pas convenable, ce n'est pas comme cela que nous concevons la Justice», annonce Jean-Pierre Buyle, président d'Avocat.be.

Le nouveau règlement de répartition des affaires du Tribunal de Commerce de Liège, qui tend à centraliser tout le contentieux de l'insolvabilité sur Liège, provoque une levée de boucliers au sein des barreaux de Verviers, Huy et Liège – mais aussi à l'Ordre des barreaux francophones et germanophones – qui ont introduit un recours en annulation au Conseil d'État contre les nouvelles règles en vigueur. *«Le législateur avait pourtant soutenu que " la mobilité vise à faire venir la justice aux citoyens et non l'inverse "...», défendent les bâtonniers qui, en renonçant à la proximité géographique, craignent que l'on renonce aussi à la proximité humaine «d'une Justice plus soucieuse de compréhensions et de négociations».*

En parallèle au recours au Conseil d'État, les bâtonniers de Liège, Huy et Verviers ont mis sur pied une conférence-débat, le 7 juin prochain dès 18 h à l'hôtel de ville de Verviers, à laquelle sont conviés les acteurs de justice, les politiques et les citoyens. Car la Justice de proximité et la proximité de la justice sont étroitement liées. Et parce que ce problème représente, aussi, un enjeu de politique régionale.